



---

## **Évaluation du niveau de risque financier et son influence sur la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'Etat et Paraétatiques Maliennes**

**Karim DIABATE**

Enseignant-chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) Mali

**Hamadou YALCOUYE**

Enseignant chercheur à INFTS de Bamako

**Résumé :**

Cette étude porte sur l'évaluation du niveau de risque financier et son influence sur la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'État et paraétatiques Maliennes. Les résultats obtenus montrent qu'un niveau structuré d'évaluation des risques financiers favorise une meilleure planification des missions d'audit, une détection plus rapide des anomalies et une amélioration de la qualité des rapports d'audit interne. L'approche quantitative repose sur l'administration d'un questionnaire à 190 agents issus des sociétés d'état et paraétatiques du Mali, incluant des dirigeants, des cadres financiers, des responsables des services comptables et de contrôle, ainsi que des agents impliqués dans les processus de gestion des risques. L'approche qualitative complété par neuf entretiens semi-directifs réalisés auprès d'acteurs clés sélectionnés par choix raisonné, afin d'assurer la pertinence des données recueillies. Les enquêtes se sont déroulées du 26 décembre 2025 au 30 janvier 2026. Les données collectées ont été codifiées et analysées à l'aide des logiciels SPSS et Excel afin d'assurer la rigueur statistique et la fiabilité des résultats.

**Mots clés :** risque financier ; audit interne ; contrôle interne ; évaluation des risques ; sociétés d'état et paraétatiques Maliennes

**Abstract:** This study examines the assessment of financial risk levels and their influence on the quality of internal audits in Malian state-owned and semi-public companies. The results show that a structured approach to financial risk assessment promotes better audit planning, faster detection of anomalies, and improved quality of internal audit reports. The quantitative approach involved administering a questionnaire to 190 employees from Malian state-owned and semi-public companies, including managers, financial executives, heads of accounting and control departments, and staff involved in risk management processes. The qualitative approach was complemented by nine semi-structured interviews with key stakeholders selected using purposive sampling to ensure the relevance of the data collected. The surveys took place from December 26, 2025 to January 30, 2026. The data collected were coded and analyzed using SPSS and Excel software to ensure statistical rigor and the reliability of the results.

**Keywords:** financial risks, internal control, risk assessment, Malian state and semi-state companies

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.20037173>

---

## 1. Introduction

Les sociétés d'État et paraétatiques occupent une place importante dans l'économie des pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, où elles interviennent dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, l'eau, les transports, les télécommunications et les services financiers. Ces sociétés constituent des instruments privilégiés de mise en œuvre des politiques publiques, de satisfaction des besoins collectifs et permettant d'améliorer ces activités économiques. Les sociétés d'état et paraétatiques sont souvent exposées à des risques financiers élevés en raison de la complexité de leurs missions, de la multiplicité des parties prenantes et de la faiblesse des mécanismes de gouvernance financière (OCDE, 2015). La maîtrise des risques financiers apparaît comme une exigence fondamentale pour assurer la pérennité des sociétés d'État et paraétatiques. Le risque de perte financière peut se manifester sous diverses formes, notamment le risque de liquidité, le risque budgétaire, le risque de fraude, le risque de non-conformité aux normes, des principes et référentiels comptables et le risque de mauvaise allocation des ressources financière dans les services financiers. La littérature souligne que l'absence d'une évaluation rigoureuse de ces risques fragilise la qualité de l'information financière et limite l'efficacité des décisions managériales (Bessire & al, 2014). Ainsi, la gestion des risques financiers ne constitue pas uniquement une obligation réglementaire, mais un levier stratégique de gouvernance et de performance dans les sociétés d'Etat et paraétatiques. Face à ces enjeux, l'audit interne s'impose comme un outil essentiel du dispositif de gouvernance et d'amélioration des services financiers dans les organisations. Défini comme une activité indépendante et objective donnant une assurance sur le degré de maîtrise des opérations, l'audit interne contribue à améliorer les processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance (IIA, 2017). Dans le secteur d'état et paraétatiques, cette fonction joue un rôle déterminant dans la sécurisation des ressources financière publiques et dans la promotion de la transparence dans les informations financière publiées. Cependant, la qualité de l'audit interne dépend étroitement de sa capacité à identifier et à analyser les risques significatifs auxquels l'organisation est exposée, en particulier les risques financiers (Arena & al, 2009). La qualité de l'audit interne ne peut toutefois être dissociée de l'existence d'outils structurés d'évaluation des risques dans les sociétés d'Etat et paraétatiques. Cette évaluation du niveau de risque financier et son influence sur la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'état et paraétatiques repose sur l'identification des événements potentiels susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs, ainsi que sur l'analyse de leur probabilité d'occurrence. Dans cette perspective, les grilles de détermination du niveau de risque et la cartographie des

risques apparaissent comme des instruments privilégiés permettant de hiérarchiser les zones de vulnérabilité et d'orienter les interventions de l'audit interne dans ces sociétés d'état et paraétatiques. Dans les entreprises d'État et paraétatiques maliennes, l'évaluation du risque financier revêt une importance particulière en raison de la sensibilité des fonds gérés par les gestionnaires et comptables, et des attentes accrues des parties prenantes en matière de reddition des comptes dans la transparence d'information financière. Les institutions supérieures de contrôle des finances publiques soulignent que les insuffisances dans les dispositifs de gestion des risques constituent une source majeure de dysfonctionnements financiers dans le secteur public (INTOSAI, 2016). L'absence de critères formalisés d'évaluation du risque financier peut ainsi limiter l'efficacité des missions d'audit interne effectuées dans ces sociétés d'état et paraétatiques et réduire la portée des recommandations formulées par les auditeurs internes. Par ailleurs, la mise en œuvre de référentiels internationaux, tels que les normes professionnelles de l'audit interne, les principes comptables et les cadres de gouvernance financière, demeure inégale dans les pays en développement. La faiblesse des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques dans le secteur public compromet la fiabilité de l'information financière et la performance globale des organisations (IFAC, 2018). Cette situation justifie la nécessité d'examiner de manière approfondie les mécanismes d'évaluation du risque financier et leur contribution à l'amélioration de la qualité de l'audit interne dans ces sociétés d'état et paraétatiques au Mali. Par conséquent, la gestion financière de ces sociétés d'état et paraétatiques demeure confrontée à des défis structurels liés à la mobilisation des ressources, à la soutenabilité financière et à la performance économique. Dans ce cadre, l'analyse de l'influence de l'évaluation du niveau de risque financier sur la qualité de l'audit interne apparaît comme une problématique centrale pour les entreprises d'État et paraétatiques Maliennes. Les risques financiers mal maîtrisés peuvent entraîner des dérives budgétaires, une inefficacité des contrôles et une perte de confiance des partenaires institutionnels et financiers. Dès lors, la compréhension du lien entre l'évaluation du risque financier et la qualité de l'audit interne constitue un enjeu scientifique et pratique majeur par les contrôleurs, gestionnaires et les auditeurs. La question principale qui guide cette étude est donc formulée comme suit : dans quelle mesure l'évaluation du niveau de risque financier influence-t-elle la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'État et paraétatiques maliennes ? L'objectif principal de cette étude est de comprendre et d'analyser l'influence des dispositifs d'évaluation du risque financier sur l'amélioration de la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'état et paraétatiques au Mali. L'intérêt de cette recherche réside à la fois dans sa contribution à la littérature scientifique

relative à l'audit interne et à la gestion des risques dans le secteur public, et dans l'apport de pistes d'amélioration concrètes des services financiers, destinées à renforcer la gouvernance financière et la performance des sociétés d'état et paraétatiques au Mali. L'article est structuré de manière progressive. Après l'introduction, le reste de l'article est structuré en quatre parties. La première partie porte sur la revue de la littérature, qui présente le cadre théorique et conceptuel de l'évaluation du niveau de risque financier et son influence sur la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'état et paraétatiques Maliennes. La deuxième partie traite le cadre méthodologique de l'étude. La troisième partie présentent respectivement les résultats de l'étude, les discussions et proposition des solutions. La dernière partie de l'étude se termine par une conclusion.

## **2. Revue de la littérature et cadre conceptuel**

Les sociétés d'État et paraétatiques occupent une place stratégique dans les activités économiques des pays en développement, en particulier au Mali, où elles assurent la fourniture de services essentiels (électricité, eau, transports et autres) et participent activement à la mise en œuvre des politiques publiques pour la satisfaction de ces besoins. En raison de l'importance des ressources financières mobilisées par l'Etat Malien et de la multiplicité des parties prenantes impliquées, ces sociétés état et paraétatiques sont exposées à des risques financiers et normes et susceptibles d'affecter sur leur performance, leur crédibilité et la qualité de ces services financiers. L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques souligne que les faiblesses de gouvernance financière dans les sociétés d'état et paraétatiques constituent une source majeure de vulnérabilité et de dysfonctionnements financiers (OCDE .. , 2015). Dans ce contexte, la maîtrise des risques financiers apparaît comme une exigence fondamentale pour les dirigeants des sociétés d'état et paraétatiques du Mali pour assurer la transparence d'information financière des rapports d'audit publiés. La gestion des risques financiers ne peut toutefois être envisagée indépendamment des mécanismes de gouvernance mis en place par l'Etat du Mali. Parmi ceux-ci, l'audit interne s'impose comme un outil central de sécurisation des opérations financières et d'amélioration de la prise de décision dans ces sociétés d'état et paraétatiques au Mali. L'Institut des Auditeurs Internes définit l'audit interne comme une activité indépendante et objective visant à fournir une assurance raisonnable sur le degré de maîtrise des opérations et à améliorer les processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance (Institute of Internal Auditors, 2017). Cette définition met en évidence le rôle stratégique de l'audit interne dans l'évaluation des risques susceptibles de compromettre

l'atteinte des objectifs organisationnels, en particulier les risques financiers dans les sociétés d'état et paraétatiques Maliens. La littérature montre que la qualité de l'audit interne dépend étroitement de sa capacité à intégrer une approche fondée sur les risques. Selon Mihret et Yismaw, un audit interne efficace repose sur l'identification des risques significatifs et sur l'orientation des missions vers les zones à forte vulnérabilité (Mihret & al, 2007). Dans le secteur public, cette approche permet de dépasser une logique purement normative pour inscrire l'audit interne dans une démarche proactive de prévention des risques financiers pour une amélioration efficace des services financiers. L'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle souligne à cet effet que l'absence d'une évaluation rigoureuse des risques limite considérablement la valeur ajoutée de l'audit interne (INTOSAI, 2016). Le cadre conceptuel du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission insiste sur le fait que l'évaluation des risques constitue une composante fondamentale du système de contrôle interne (COSO, 2013). L'évaluation du risque financier repose sur des outils structurés permettant d'apprécier la probabilité de surveillance des risques et l'ampleur de leurs impacts permettant de rendre plus efficace les services financiers. Le cadre conceptuel COSO considère l'évaluation des risques comme une composante essentielle du système de contrôle interne, indispensable à la fiabilité de l'information financière (Commission., 2013). Dans cette perspective, les grilles de détermination du niveau de risque et la cartographie des risques dans les sociétés d'état et paraétatiques constituent des instruments privilégiés pour hiérarchiser les risques financiers et orienter efficacement les interventions de l'audit interne. Beasley et ses collaborateurs soulignent que l'utilisation de ces outils améliore la pertinence des recommandations formulées et renforce l'efficacité globale du dispositif de contrôle (Beasley & al, 2010). Dans les sociétés d'État et paraétatiques Maliennes, la mise en œuvre de ces outils demeure toutefois confrontée à plusieurs contraintes, notamment institutionnelles et organisationnelles. La Fédération Internationale des Comptables souligne que la faiblesse des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques dans le secteur public des pays en développement compromet la fiabilité de l'information financière et limite la performance des organisations (IFAC, 2018). Cette situation renforce la nécessité d'analyser le lien entre l'évaluation du risque financier et la qualité de l'audit interne, afin de mieux comprendre les mécanismes susceptibles d'améliorer de la qualité des services financiers dans les sociétés d'état et paraétatiques. Sur le plan théorique, cette problématique peut être éclairée par la théorie de l'agence, qui constitue un cadre d'analyse pertinent pour comprendre les enjeux de gouvernance dans les sociétés d'état et paraétatiques. Jensen et Meckling expliquent la relation

d'agence comme un contrat dans lequel un principal délègue à un agent le pouvoir de gérer des ressources, situation génératrice d'asymétries d'information et de comportements opportunistes (Jensen & al, 1976). Dans les sociétés d'État et paraétatiques, l'État et les citoyens agissent comme principaux, tandis que les dirigeants et gestionnaires jouent le rôle d'agents pour assurer une gestion efficace dans les services financiers. L'audit interne et l'évaluation du risque financier apparaissent alors comme des mécanismes de réduction des coûts d'agence et de limitation des risques financières par une détection rigoureuse des anomalies. Cette analyse peut être complétée par la théorie des parties prenantes, qui élargit la perspective de la gouvernance en intégrant l'ensemble des acteurs affectés par les décisions prises par les dirigeants des sociétés d'état et paraétatiques. Freeman souligne que la performance et la légitimité d'une organisation dépendent de sa capacité à répondre aux attentes de ses différentes parties prenantes (Freeman, 1984). Dans ce cadre, la qualité de l'audit interne et la maîtrise des risques financiers contribuent à renforcer la confiance des parties prenantes, des partenaires financiers et des autorités de tutelle. Toutefois, ces cadres théoriques, bien que pertinents, appréhendent souvent de manière séparée l'audit interne, la gestion des risques et la gouvernance dans un secteur public. Afin de mieux rendre compte des spécificités des sociétés d'État et paraétatiques au Mali, la présente étude propose une approche théorique intégrative, désignée comme la théorie de la convergence audit-risque-gouvernance, mieux adaptée dans les sociétés d'état et paraétatiques. Cette théorie postule que la qualité de l'audit interne résulte de l'interaction dynamique entre l'évaluation structurée du risque financier, l'efficacité du contrôle interne, efficacité des services financiers et les mécanismes de bonne gouvernance financière adaptés au contexte malien. Cette théorie s'appuie sur les principes d'intégration de la gestion des risques dans le contrôle interne mis en avant par le COSO et sur les recommandations de l'IIA relatives à l'audit interne basé sur les risques (COSO, 2013) et (IIA, 2017). En renforçant la cohérence entre audit interne, contrôle interne et gouvernance, cette approche permet de mieux répondre aux contraintes institutionnelles et aux exigences de redevabilité propres aux sociétés d'État et paraétatiques maliennes. Elle offre ainsi un cadre conceptuel adapté pour analyser l'influence de l'évaluation du risque financier sur la qualité de l'audit interne et pour formuler des recommandations visant à améliorer les services financiers dans les sociétés d'état et paraétatiques maliennes. Ces trois théories et agence vont nous permettre de mieux aborder et traiter ce thème.

### 3. Méthode et matériels

L'élaboration de cet article a nécessité la lecture des ouvrages, des rapports d'activités, des thèses de Doctorat, des articles scientifiques, des mémoires universitaires. Les sites Internet ont été également exploités pour effectuer cette étude. Cette étude repose sur une approche hypothético-déductive combinant la méthode mixte. Le questionnaire a été adressé à 190 personnes issues de différentes structures pouvant apporter des réponses favorables à l'étude de l'évaluation du niveau de risque financier et son influence sur la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'état et paraétatiques au Mali. Elle a été basée sur l'exploration de terrain auprès de 190 personnes enquêtées travaillant dans les sociétés d'état et paraétatiques du Mali sur les personnes enquêtées, nous avons pris en compte les personnes qui ont accepté de donner des réponses dont nous pouvons citer : 38 cadres financiers et comptables, 27 auditeurs internes, 25 responsables du contrôle interne, 22 responsables de la gestion des risques, 30 cadres administratifs et de gouvernance, 33 agents des services opérationnels, 15 autres agents (appui, conformité, suivi). Quant à l'étude qualitative, nous avons fait un entretien semi-directif, choisissant 09 personnes dont 02 cadres financiers et comptables, 02 Auditeurs, 01 responsables du contrôle interne, 03 agents des services opérationnels, 01 cadres administratifs et de gouvernance, 01 responsables de la gestion des risques. Le choix de l'échantillon repose sur la sélection ciblée des acteurs clés disposant des informations essentielles sur l'évaluation du niveau de risque financier et son influence sur la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'état et paraétatiques du Mali. Cette approche permet de croiser les perceptions internes et externes pour renforcer la fiabilité des résultats obtenus. Elle assure enfin une représentativité suffisante pour comprendre et analyser l'influence réel de l'audit interne sur le niveau de risque financier et son influence sur la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'état et paraétatiques. Selon les techniques du choix raisonné a été utilisé pour avoir des données descriptives permettant d'aboutir à des résultats fiables, effectués dans les sociétés d'état et paraétatiques au Mali. Les enquêtes se sont déroulées du 26 décembre 2025 au 30 janvier 2026 dans les sociétés d'état et paraétatiques au Mali. Les données collectées ont été codifiées, traitées et analysées à l'aide des logiciels SPSS et Excel.

### Résultats obtenus

Les résultats sont présentés dans les tableaux et graphique permettant de comprendre et évaluer le niveau de risque financier et son influence sur la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'état et paraétatiques maliennes. Le graphique faire ressortir les grandes lignes des risques dans

les différentes zones de traitement des risques pouvant empêcher la gouvernance financière dans le secteur public malien. Le tableau 1 représente les catégories de population ciblée pour effectuer cette étude.

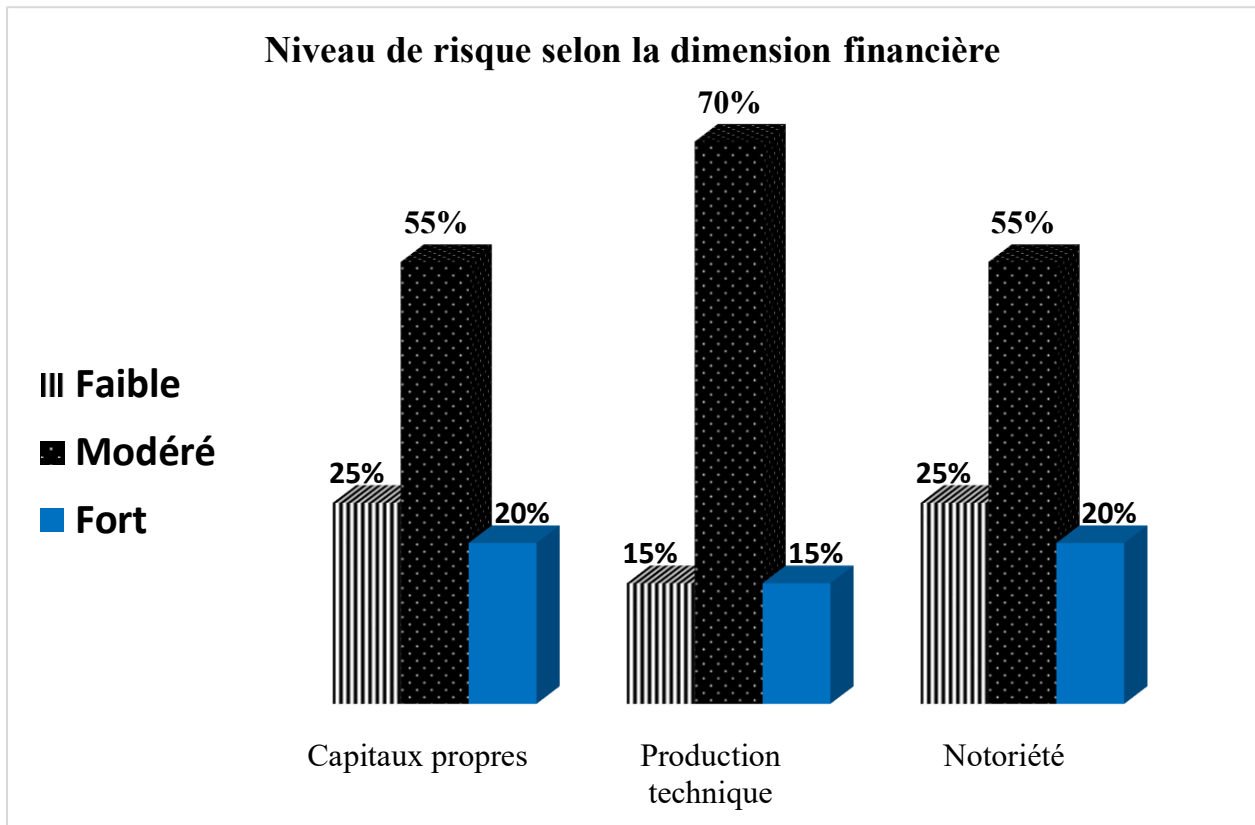
**Tableau n°1 : repartitions de la population ciblée dans les sociétés d'état et paraétatique du Mali**

Catégorie de population	Effectif	Pourcentage
Cadres financiers et comptables	38	20
Auditeurs internes	27	14,21
Responsables du contrôle interne	25	13,16
Responsables de gestion des risques	22	11,58
Cadres administratifs et de gouvernance	30	15,79
Agents des services opérationnels	33	17,37
Autres agents (appui, conformité, suivi)	15	7,89
<b>Total</b>	<b>190</b>	<b>100</b>

Source : auteurs,2026

La répartition de la population ciblée indique une représentation variée des acteurs clés de la gouvernance financière dans les sociétés d'état et paraétatiques au Mali. La proportion des cadres financiers et comptables existant dans les services financiers des sociétés d'état et paraétatiques représente 20 % des enquêtés, montre leur position stratégique dans la gestion et le suivi des ressources financières de secteur public du Mali. La part des agents des services opérationnels avec 17,37 % des répondants indique l'importance de l'exécution des activités dans l'efficacité financière globale. Les cadres administratifs et de gouvernance, représentant 15,79 % des enquêtés, montrent l'implication des instances décisionnelles dans l'orientation et le contrôle des finances dans ces sociétés d'état et paraétatiques Maliennes. La présence des auditeurs internes dans cette étude, évalué à 14,21 % des enquêtés indique le rôle fondamental de l'audit dans l'amélioration de la transparence. Les responsables du contrôle interne avec un taux de 13,16 % montrent l'existence de mécanismes de surveillance financière et de proposition de solution efficace. La proportion des responsables de la gestion des risques représente 11,58 % des enquêtées indique une prise en compte progressive de l'anticipation des risques. Enfin, la faible part des autres agents d'appui est de 7,89 % de la population cible montre leur rôle complémentaire dans le dispositif de contrôle interne efficace et de lutte contre les risques dans les sociétés d'état et paraétatiques maliennes. Le graphique traite les grilles de détermination du niveau des risques selon la dimension financière dans les sociétés d'état et paraétatiques Maliennes.

Graphique n°1 : grilles de détermination du niveau de risque selon la dimension financière



Source : auteurs, 2026

le graphique montre le niveau des risques financiers associés aux activités des sociétés d'état et paraétatiques du Mali selon trois dimensions clés. L'évaluation des capitaux propres indique que les risques modérés dominent avec un taux de 55 % soulignant une situation financière moyenne nécessitant une vigilance continue dans le traitement des risques dans ces sociétés d'état et paraétatiques Maliennes. La présence des risques forts (les risques majeurs) présente un taux de 20 % indique des fragilités potentielles pouvant affecter la capacité financière de ces sociétés d'état et paraétatiques subissant au fur et à mesure des pertes financières colossales. Les risques faibles, bien que présents, restent limités à un taux inférieur de 25 %, indiquant une marge de stabilité partielle, demande de suivi régulier des recommandations d'audit faites et un contrôle rigoureux par les contrôleurs et gestionnaires. Au niveau de la production technique, la forte proportion de risques modérés dans les sociétés d'état et paraétatiques maliennes est évaluée à 70 % souligne une exposition significative liée à la performance opérationnelle des auditeurs et contrôleurs internes. Les risques forts et faibles, chacun à 15 %, montrent un équilibre instable entre maîtrise et défaillance dans la détection des anomalies. Concernant la notoriété, la majorité des risques se situent également à un niveau modéré représenté par 55 %

des enquêtés, traduisant une image institutionnelle sensible aux résultats financiers publiés après les missions d'audit interne. Les risques forts de notoriété avec un taux de 20 % indiquent que toute perte financière et détection des cas de fraude peuvent nuire à la crédibilité de ces sociétés d'état et paraétatiques maliennes. Il est important de souligner qu'il est nécessaire de renforcer la gestion des risques afin d'éviter leur aggravation et d'éviter le déclin de certaines d'état et paraétatique se trouvant déjà confronté à des problèmes financiers. *Selon les discours de V.B, un cadre administratif et de gouvernance « parle d'une évaluation permanente des outils numériques, et H.Z, responsables de la gestion des risques exige les formations continues pour une maîtrise parfaite de cartographie des risques ».* Le tableau 2 présente des résultats obtenus de la mise en place des critères d'évaluation à l'amélioration de la qualité d'audit interne dans les sociétés d'état et paraétatiques maliennes à travers des indicateurs.

**Tableau 2 : la mise en place des critères d'évaluation à l'amélioration de la qualité d'audit**

Indicateurs	Effectif	Fréquence	Pourcentage
Absence de réponse	41	0,216	21,6
Appui du bureau du vérificateur général, comité d'audit et des services de contrôle financier	14	0,074	7,4
Pratique rigoureuse de l'audit interne et contrôle interne	14	0,074	7,4
Evaluation des risques, respect des procédures et des normes	14	0,074	7,4
Analyse des risques et de leurs impacts à travers la cartographie des risques	14	0,074	7,4
L'évaluation des risques à l'aide conjointe de l'audit et du contrôle interne	14	0,074	7,4
Respect des procédures et la mise en œuvre de la cartographie des risques	14	0,074	7,4
Suivi permanent des recommandations issues des missions d'audit	14	0,074	7,4
Procédures de contrôle interne intégrant le risque par cartographie	14	0,074	7,4
Respect des normes et référentiels comptables	14	0,074	7,4
Système d'évaluation des risques fondés sur les référentiels et les normes COSO	14	0,074	7,4
Traitement et mise en œuvre des recommandations et respect des règles de gestion	14	0,074	7,4
<b>Total</b>	<b>190</b>	<b>1,00</b>	<b>100</b>

Source : auteurs,2026

L'analyse du tableau met en évidence la contribution des critères d'évaluation à l'amélioration de la qualité de l'audit dans les sociétés d'état et paraétatiques maliennes. L'absence de réponse,

observée chez 41 enquêtés représente un taux de 21,6 %, indique soit une méconnaissance de certains outils d'évaluation, soit une implication inégale des acteurs dans les processus d'audit dans les secteurs publics. Les autres critères présentent chacun un effectif de 14 répondants, soit 7,4 %, ce qui montre une répartition homogène des perceptions. Cette homogénéité indique que les répondants reconnaissent l'importance équivalente de plusieurs outils d'amélioration de la qualité de l'audit dans les sociétés d'état et paraétatiques permettant d'améliorer et rendre plus performant ces services financiers. L'appui du Bureau du Vérificateur général, des comités d'audit et des services de contrôle financier, évalué à 7,4 % montre le rôle structurant du cadre institutionnel permettant de lutter efficacement contre les fraudes dans ces sociétés d'état et paraétatiques. La pratique rigoureuse de l'audit interne et du contrôle interne ainsi présenté à 7,4 % indique la nécessité de renforcer les mécanismes de surveillance. L'évaluation et l'analyse des risques, appuyées par la cartographie des risques représente au total 14,8 %, montrant une orientation vers la prévention contre les risques. Le respect des normes comptables et du référentiel COSO, cumulés à 14,8 % indique l'alignement sur les standards de gouvernance internationale. Le suivi des recommandations d'audit avec un taux de 7,4 % montre l'importance accordée à l'amélioration continue des services financiers de ces sociétés d'état et paraétatiques. *Selon les propos de K.K, responsables du contrôle interne « demande l'automatisation des bureaux et agences de paiement et de recouvrement des services financiers. Les agents des services opérationnels : A.B, F.D, et N.T, selon le résumé de leurs propos, soulignent comme lacune, non maîtrise de certains outils de contrôle numérisés par certains agents ».* Tableau 3 fait ressortir les résultats d'évaluation de l'audit à travers un contrôle efficace pour garantir la performance financière dans le secteur public au Mali.

**Tableau 3 : évaluation, analyse et d'impact des indicateurs d'audit interne**

Indicateurs	Évaluation %	Analyse %	Impact %	Total %
Gouvernance et cadre institutionnel	35,6	33,3	31,1	100
Identification des risques financiers	36,5	32,1	31,4	100
Contrôle interne	35,5	35	29,5	100
Audit interne et qualité de l'audit	33,7	34,7	31,6	100

**Source :** auteurs, 2026

L'analyse du tableau indique une répartition relativement équilibrée entre l'évaluation, l'analyse et l'impact des indicateurs de l'audit interne des sociétés d'état et paraétatiques

Maliennes. Pour la gouvernance et le cadre institutionnel, le taux d'évaluation est élevé à 35,6 % montre l'importance accordée à l'appréciation préalable des dispositifs de gouvernance mise en place au sein de leur services financiers. Les niveaux d'analyse représentent 33,3 % et d'impact évalué à 31,1 % indiquent une progression vers une amélioration de qualité d'audit effective des pratiques dans les services financiers et des sociétés d'état et paraétatiques au Mali. L'identification des risques financiers montre un accent particulier mis sur l'évaluation au taux de 36,5 %, traduisant une volonté de mieux cerner les zones de vulnérabilités. Les résultats d'analyse évalué à 32,1 % et avec un taux d'impact de 31,4 % indiquent que les risques identifiés commencent à influencer les décisions financières de ces sociétés d'état et paraétatiques du Mali. Le contrôle interne montre un équilibre entre l'évaluation exprimé par un taux de 35,5 % et l'analyse avec un taux de 35 %, reflétant la structuration des mécanismes de contrôle interne adaptant des outils numériques des technologies nouvelles. L'impact plus faible de cette étude est représenté par un taux 29,5 % indique l'existence de marges d'amélioration de qualité d'audit après la mise en œuvre des recommandations d'audit. *Selon les discours de O.P et T.S.F, cadres financiers et comptables «parlent d'une évaluation des risques selon chaque secteur d'activité économique tandis que Y.P et B.O, tous auditeurs suggèrent un brassage entre la direction d'inspection, direction financière et de matières, et la direction de l'audit interne en mettant en place un comité de suivi évaluation des risques pour traiter efficacement les risques*

#### **4. Discussion des résultats**

Les résultats obtenus de cette étude s'inscrivent dans une continuité théorique avec les travaux majeurs relatifs à l'audit interne et à la gestion des risques dans le secteur public, tout en apportant un éclairage contextualisé au cas des sociétés d'État et paraétatiques Maliennes. L'importance accordée à l'évaluation structurée du risque financier dans les services financiers confirme la pertinence du modèle intégré proposé par le COSO, qui établit que la performance du contrôle interne dépend de la capacité de l'organisation à identifier, analyser et hiérarchiser ses risques (COSO, 2013). Les résultats de cette étude montrent effectivement que la qualité de l'audit interne progresse lorsque l'analyse des risques est formalisée et intégrée dans les processus de gouvernance pour amélioration efficace des services financiers des sociétés d'état et paraétatiques. Par ailleurs, l'orientation des missions d'audit vers les domaines à forte vulnérabilité rejoint l'approche défendue par Mihret & Yismaw, selon laquelle l'audit interne ne peut créer de valeur que s'il adopte une logique fondée sur les risques (Mihret & al,

2007). Toutefois, contrairement aux contextes institutionnels étudiés par ces quelques auteurs, les résultats observés au Mali mettent en évidence certaines limites dans la transformation des diagnostics en améliorations concrètes des services financiers, ce qui révèle des contraintes organisationnelles spécifiques et structurelles. En outre, la corrélation observée entre gouvernance institutionnelle et qualité de l'audit interne confirme les analyses de Arena & Azzone, qui soulignent le rôle déterminant du soutien managérial et de l'environnement organisationnel (Arena & al, 2009). Les sociétés étudiées montrent que la solidité du cadre institutionnel constitue un facteur structurant pour l'efficacité de l'audit interne. Cette réalité s'aligne également sur les constats de l'OCDE, lesquels mettent en évidence la vulnérabilité financière récurrente des entreprises publiques en raison de la complexité de leurs missions et des exigences de redevabilité (OCDE, 2015). Les difficultés relevées dans l'opérationnalisation complète des mécanismes de gestion des risques corroborent les analyses de l'IFAC, qui indiquent que, dans plusieurs pays en développement, les dispositifs de contrôle interne demeurent parfois normatifs sans produire tous les effets attendus sur la performance financière (IFAC, 2018). Cependant, l'intégration progressive d'outil tels que la cartographie des risques confirme les observations de Beasley et al, sur l'apport des instruments formalisés dans l'amélioration de la pertinence et de la cohérence des missions d'audit (Beasley & al, 2010). Enfin, les résultats consolident les fondements théoriques mobilisés. La réduction des asymétries d'information observée à travers le renforcement des dispositifs d'audit interne s'inscrit dans la logique de la théorie de l'agence développée par Jensen & Meckling (Jensen & al, (1976). Parallèlement, l'implication coordonnée des différents acteurs de la gouvernance financière rejoint la perspective de la théorie des parties prenantes de Freeman, selon laquelle la performance organisationnelle dépend de la prise en compte équilibrée des intérêts des différents acteurs (Freeman, 1984).

## **5. Proposition des solutions**

Dans le contexte du Mali, l'amélioration de la performance des sociétés d'État et paraétatiques passe par la mise en place d'un cadre structuré et uniforme de gestion des risques financiers, intégré aux mécanismes de planification stratégique et de contrôle interne. L'harmonisation des procédures d'audit, la formalisation systématique des cartographies des risques et le renforcement du rôle des comités d'audit constituent des axes prioritaires pour les dirigeants des secteurs publics au Mali. Le développement des compétences professionnelles à travers des formations spécialisées et continues représente un levier déterminant pour améliorer la qualité

des évaluations financières dans les services financiers des sociétés d'état et paraétatiques Maliennes. En effet, la modernisation des outils de contrôle par l'intégration de solutions numériques favorise une meilleure traçabilité des opérations et une plus grande transparence budgétaire. Au Mali, les sociétés d'état et paraétatiques doivent consolider leurs dispositifs de gouvernance en s'appuyant sur des standards reconnus en matière de gestion intégrée des risques et de contrôle interne. La généralisation des audits fondés sur les risques, l'évaluation externe périodique des fonctions d'audit et l'usage approfondi de l'analyse de données contribuent à renforcer l'efficacité des systèmes de contrôle dans les services financiers. La coopération entre les secteurs publics et secteurs privés, le partage d'expériences et l'adoption de pratiques comparatives facilitent l'amélioration continue des performances financières. L'ancrage des politiques d'audit dans une logique de responsabilité, de transparence et de durabilité demeure essentiel pour assurer la stabilité financière et la confiance des parties prenantes à l'échelle nationale et mondiale.

### **Conclusion**

Cette étude a porté sur l'évaluation du risque financier et son influence sur la qualité de l'audit interne dans les sociétés d'État et paraétatiques Maliennes. Son objectif principal est de déterminer dans quelle mesure l'organisation et la formalisation des dispositifs de gestion des risques contribuent à améliorer la performance financière et l'efficacité des missions d'audit internes dans les services financiers des sociétés d'état et paraétatiques au Mali. Les résultats obtenus révèlent que la structuration et la formalisation de l'évaluation des risques financiers renforcent significativement la pertinence et l'efficacité des audits internes appliqué dans ces sociétés d'état et paraétatiques. Ils montrent également que le soutien institutionnel, l'autonomie de la fonction d'audit interne et l'usage d'outils numériques d'analyse contribuent à améliorer la fiabilité des informations financières et la qualité des recommandations formulées par les auditeurs. Néanmoins, l'étude met en lumière des limites organisationnelles et opérationnelles qui freinent la traduction complète des constats d'audit en actions correctives concrètes dans son application. Parmi les limites de cette étude figurent la taille restreinte de l'échantillon, la concentration sur un secteur spécifique et la disponibilité des agents et cadres au moment des enquêtes, limitée de certaines données financières et institutionnelles. Ces éléments invitent à la prudence dans l'extension des résultats à l'ensemble des sociétés d'état et paraétatiques Maliennes. Les perspectives ouvertes par cette étude concernent l'élargissement de l'analyse à d'autres secteurs publics, l'intégration de comparaisons

internationales et l'examen approfondi de l'impact des technologies numériques et des systèmes d'information sur la qualité de l'audit interne et la gestion des risques financiers.

## BIBLIOGRAPHIE

Arena, &. & al, .., 2009. Identifying organizational drivers of internal audit effectiveness. *International Journal of Auditing*,. 13(1), p. 43–60.

Arena, &. & al, .., 2009. Identifying organizational drivers of internal audit effectiveness. *International Journal of Auditing*,. 13(1), p. 43–60.

Beasley, &. & al, .., 2010. Enterprise Risk Management: Current Practices and Emerging Trends. COSO Report, New York, , p. 25–34.

Beasley, &. & al, .., 2010. Enterprise Risk Management: An empirical analysis of factors associated with the extent of implementation. *Journal of Accounting and Public Policy*, .. 29(2), p. 28.

Bessire, &. & al, .., 2014. Le management des risques. Paris : Dunod,. p. 65–92.

Commission., C. o. S. O. o. t. T., 2013. (COSO).Internal Control – Integrated Framework. New York: AICPA,. s.l.:s.n.

COSO, .., 2013. Dans: Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, Internal Control – Integrated Framework. New York: AICPA, . s.l.:s.n., p. 55–75.

COSO, .., 2013. Dans: Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, Internal Control – Integrated Framework. New York : AICPA, . s.l.:s.n., p. 40–65.

COSO, .., 2013. Dans: Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission , Internal Control – Integrated Framework. New York : AICPA,. s.l.:s.n., p. 40–65.

COSO, .., 2013. Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, Internal Control – Integrated Framework. New York: AICPA,. p. 55–75.

COSO, .., 2013. Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, Enterprise Risk Management – Integrated Framework. New York : AICPA,. p. 1–65.

COSO, .., 2013. Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, Internal Control – Integrated Framework. New York : AICPA., p. 40–65.

Freeman, .., 1984. Strategic Management: A Stakeholder Approach. Boston: Pitman Publishing., p. 24–56.

Freeman, 1984. Strategic Management: A Stakeholder Approach. Boston: Pitman Publishing., p. 24–56.

IFAC, .., 2018. International Federation of Accountants : International Framework: Good Governance in the Public Sector. New York., p. 39–52.

IFAC, .., 2018. International Federation of Accountants, International Framework: Good Governance in the Public Sector. New York. p. 39–52.

IFAC, .., 2018. International Federation of Accountants, International Framework: Good Governance in the Public Sector. New York., p. 39–52.

IIA, .., 2017. Dans: Institute of Internal Auditors. International Professional Practices Framework (IPPF). Altamonte Springs, Florida, . s.l.:s.n., p. 5–18.

IIA, .., 2017. Institute of Internal Auditors: International Professional Practices Framework (IPPF). Altamonte Springs (FL),. p. 5–18.

IIA, .., 2017. Institute of Internal Auditors; International Professional Practices Framework (IPPF). Altamonte Springs, Florida., p. 5–18.

Institute of Internal Auditors, .., 2017. Dans: s.l.:s.n., p. 5–18.

INTOSAI, .., 2016. International Organization of Supreme Audit Institutions Guidelines on Internal Control Standards for the Public Sector. Vienna., p. 15–32.

Jensen, &. & al, .., (1976).. Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. Journal of Financial Economics., 3(4), p. 305–360.

Jensen, &. & al, .., 1976. Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. Journal of Financial Economics., 3 (4), p. 305–360.

Mihret, &. & al, .., 2007. Internal audit effectiveness: An Ethiopian public sector case study. Managerial Auditing Journal., 22(5), p. 470–484.

Mihret, &. & al, .., 2007. Internal audit effectiveness: An Ethiopian public sector case study. *Managerial Auditing Journal*.. 22( 5), p. 470–484.

OCDE), .., 2015. Organisation de Coopération et de Développement Économiques (Principes de gouvernance des entreprises publiques. Paris : OCDE Publishing,. p. 13–29.

OCDE, .., 2015. Organisation de Coopération et de Développement Économiques . Principes de gouvernance des entreprises publiques. Paris: OCDE Publishing,. p. 17–35.

OCDE, 2015. Organisation de Coopération et de Développement Économiques: Principes de gouvernance des entreprises publiques. Paris : OCDE Publishing, .. p. 13–29.